



STRATÉGIE
NUMÉRIQUE
DU QUÉBEC

SUPPLÉMENT D'INFORMATION

BILAN
DE LA CONSULTATION

DU 30 JUIN 2016 AU 28 FÉVRIER 2017

Ce document a été produit par Conseils Atelya pour le compte de la
Direction de l'économie numérique du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-550-78397-8 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2017

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	3
---------------------------	----------

INTRODUCTION	4
---------------------	----------

Statistiques de la plateforme de collaboration	5
Les 50 mots les plus utilisés sur la plateforme de collaboration	6

RÉSUMÉ DES CONTRIBUTIONS PAR THÈME	7
---	----------

Thème N° 1 – Infrastructures numériques	7
Thème N° 2 – Développement économique et usages innovants du numérique	7
Thème N° 3 – Administration publique efficiente et transparente	8
Thème N° 4 – Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences numériques	8
Thème N° 5 – Villes et territoires intelligents	9
Thème n° 6 – Santé et numérique	9
Thème N° 7 – Culture et numérique	10

CONTRIBUTIONS FAITES SUR LA PAGE D'ACCUEIL	11
---	-----------

Tableau détaillé des participations par thème	11
---	----

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MÉMOIRES REÇUS	18
---	-----------

INTRODUCTION

En raison de l'omniprésence du numérique dans toutes les sphères d'activité de notre société, le Québec se devait d'élaborer une vision gouvernementale cohérente afin d'évoluer vers une société numérique dans laquelle tous les citoyens profiteront des avantages qu'elle procurera.

Lancée le 30 juin 2016, la consultation citoyenne en vue de l'élaboration d'une stratégie numérique gouvernementale s'est terminée le 28 février 2017. Cette démarche évolutive et inclusive visait à sonder les membres de la société civile, les experts, les entreprises et les divers partenaires gouvernementaux.

Près de 3 000 visites ont été enregistrées sur la [plateforme de collaboration](#) Objectif numérique durant la première phase de la consultation, tenue au cours de l'été 2016. Cette première phase avait comme objectif de prioriser les thèmes et de dégager un premier énoncé de vision. Celui retenu, « Le Québec numérique : une prospérité collective », a été le choix de 44 % des participants.

La deuxième phase de la consultation, tenue du 13 septembre 2016 au 28 février 2017, a quant à elle suscité près de 17 500 visites. L'intégration de nouvelles fonctionnalités à la plateforme a notamment permis aux visiteurs d'ajouter des contributions, de commenter et d'apprécier celles des autres ainsi que de déposer des documents ou des vidéos. De plus, les diverses réponses aux questions de sondage ont permis de dégager des tendances, et l'énoncé de vision a été bonifié par les participants.

Le contenu lié aux thèmes prioritaires lors de la première phase de la consultation a été mis en ligne selon la séquence suivante :

- Infrastructures numériques (du 13 septembre 2016 au 28 février 2017)
- Développement économique et usages innovants du numérique (du 20 septembre 2016 au 28 février 2017)
- Administration publique efficiente et transparente (du 27 septembre 2016 au 28 février 2017)
- Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences numériques (du 4 octobre 2016 au 28 février 2017)
- Villes et territoires intelligents (du 12 octobre 2016 au 28 février 2017)
- Santé et numérique (du 18 octobre 2016 au 28 février 2017)
- Culture et numérique (du 25 octobre 2016 au 28 février 2017)

La plateforme de collaboration fournissait aux citoyens une introduction à chacun des thèmes au moyen d'une courte vidéo, de chiffres clés et d'un certain nombre d'enjeux. Par la suite, chaque citoyen était invité à répondre à des questions à choix multiples et ouvertes ou encore à contribuer au débat librement.

À cette consultation en ligne s'est ajoutée, en février 2017, la tenue de six Rendez-vous numériques dans les villes suivantes : Saguenay, Rivière-du-Loup, Montréal, Québec, Sherbrooke et Gatineau. Plus de 300 personnes ont participé à l'une ou l'autre de ces journées. Les tables rondes de ces rencontres, diffusées sur la [page Facebook](#) du Ministère, ont été visionnées en tout ou en partie à plus de 15 000 occasions.

Le bilan suivant fait état des statistiques globales de la consultation, des commentaires généraux reçus sur la page d'accueil de la plateforme de collaboration ainsi que des mémoires présentés.

Mentionnons que les commentaires des participants ont fait l'objet d'une correction linguistique légère et que des ajouts à certains termes ou abréviations ont été faits pour faciliter la compréhension. Cependant, les structures de phrase ont été laissées telles qu'elles ont été publiées par leurs auteurs pour ne pas déformer leurs propos. Des erreurs linguistiques pourraient donc subsister.

Le gouvernement du Québec n'est pas responsable des propos recueillis et ne s'engage pas à mettre en œuvre les propositions mentionnées dans ce document.

STATISTIQUES DE PARTICIPATION GLOBALE

STATISTIQUES DE LA PLATEFORME DE COLLABORATION

Le tableau qui suit résume les grands chiffres de la consultation en ligne et présente les statistiques des deux phases de la consultation, soit du 30 juin 2016 au 12 septembre 2016 puis du 13 septembre 2016 au 28 février 2017.

	Première phase – Du 2016-06-30 au 2016-09-12	Deuxième phase – Du 2016-09-13 au 2017-02-28
Nombre de visiteurs uniques	1 911	9 538
Nombre de sessions	2 773	17 800
Origine (villes)*	196 villes différentes	438 villes différentes
Québec	35,67 %	36,10 %
Montréal	29,57 %	32,72 %
Nombre de contributeurs	121	473
Contributions libres	196	417
Contributions aux questions ouvertes	0	138
Commentaires	8	218
Nombre de clics « J'aime »	29	630

Un visiteur unique peut représenter un usager avec compte mais également un visiteur non enregistré. Il se peut que la même personne soit comptée plus d'une fois si elle visite la plateforme avec plusieurs sources.

Outre Québec et Montréal, l'origine des contributions qui sont au-delà de 1 % est la suivante, par ordre décroissant : Longueuil, Gatineau, Laval, Saint-Jérôme, Toronto, Sherbrooke, Lévis et Chicoutimi (Ville Saguenay).

Une contribution libre signifie un commentaire émis sur la page d'accueil de la plateforme ou encore sur la page consacrée à l'un ou l'autre des sept thèmes. Une contribution aux questions ouvertes signifie une réponse à l'une ou l'autre des questions posées dans le carrousel de la plateforme en lien avec l'un ou l'autre des sept thèmes. Un commentaire signifie une réponse à une contribution libre ou à une contribution aux questions ouvertes.

LES 50 MOTS LES PLUS UTILISÉS SUR LA PLATEFORME DE COLLABORATION



Ce graphique illustre la cooccurrence des 50 mots les plus utilisés par les participants sur la plateforme de collaboration. Pour l'analyse, veuillez vous référer aux bilans relatifs à chacun des thèmes.

RÉSUMÉ DES CONTRIBUTIONS PAR THÈME

THÈME N° 1 – INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Les principaux sujets et enjeux liés aux infrastructures numériques sont la vitesse, l'accès et la gouvernance partagée des réseaux. L'analyse sémantique portant sur ce thème démontre une forte occurrence du mot « entreprise » et suggère que les principales préoccupations touchent les sphères économiques plus que les sphères privées telles que le divertissement.

Plusieurs contributeurs soulignent que les initiatives de développement des infrastructures numériques devraient prendre en compte d'autres aspects au-delà de la vitesse de connexion et de l'accessibilité pour intégrer la gouvernance des installations, les partenariats locaux, le financement durable, etc. De nombreux contributeurs expriment également une envie de voir le gouvernement jouer un rôle croissant dans l'offre et la gestion du réseau de connectivité. Différents moyens sont suggérés allant du simple financement jusqu'à la nationalisation des infrastructures et du réseau. Un troisième enjeu récurrent des contributions est l'accès, dans toutes les régions même non urbaines, à un débit suffisant. La préoccupation est particulièrement présente dans les régions et concerne les besoins des entreprises, car pour de nombreux contributeurs les débits actuels ne sont pas suffisants pour satisfaire les besoins du développement économique des régions. Il est à noter que de nombreux contributeurs jugent que le débit minimum est difficile à évaluer, car il est très dépendant des usages et que ceux-ci évoluent très rapidement.

THÈME N° 2 – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET USAGES INNOVANTS DU NUMÉRIQUE

Les principaux sujets de discussion suscités par ce thème sont la réglementation, le soutien à des créneaux porteurs de valeur ainsi que l'accompagnement des entreprises dans les transformations en cours. Les contributions des participants démontrent que les entreprises québécoises, en vaste majorité des PME, se sentent démunies par rapport aux bouleversements technologiques qui modifient régulièrement les façons de faire. Bien que les technologies numériques soient de plus en plus accessibles (notamment au moyen de l'infonuagique), leur grand nombre et la complexité de leur intégration dans les processus d'affaires des entreprises restent un défi de taille pour les PME. L'expertise et la connaissance nécessaires à l'appropriation de nouveaux usages numériques ou simplement la prise en main d'une foule de nouveaux outils, souvent indépendants les uns des autres, représentent un chemin de croix pour bien des dirigeants d'entreprises au Québec.

Plusieurs contributeurs soulignent que le gouvernement doit faciliter la transition numérique pour les entreprises. Pour cela, les citoyens proposent la mise en place de formations afin d'assurer que les travailleurs sont sensibilisés et éduqués sur le sujet. Une autre proposition est la mise en place de structures d'accompagnement à moyen terme pour assurer la transition. De nombreux citoyens suggèrent que le gouvernement mette à disposition de tous différents types de technologies numériques que les entreprises pourraient s'approprier. Le gouvernement agirait alors de nouveau comme facilitateur et stimulerait le développement des PME et des entreprises en démarrage. Diverses contributions soulignent l'importance des mesures incluant tous les membres de la société dans cette adaptation aux technologies numériques et le partage des bénéfices économiques qui en découlent. Certaines mentionnent l'inclusion des personnes âgées, d'autres celle des immigrants afin de favoriser la diversité ou encore celle des personnes en situation de handicap. Finalement, deux contributions soulignent l'importance de favoriser l'engagement des femmes dans le numérique dont une portant sur la formation et une autre sur le milieu entrepreneurial.

THÈME N° 3 – ADMINISTRATION PUBLIQUE EFFICIENTE ET TRANSPARENTE

Les principaux sujets de discussion suscités par ce thème sont l'accès à l'information par l'entremise d'un portail citoyen unique, l'utilisation de logiciels libres, la disponibilité des données ouvertes ainsi que la transparence des dépenses publiques. L'intérêt des participants s'articule principalement autour des occasions d'optimisation de l'offre gouvernementale de services en ligne. Les suggestions diffèrent, mais on peut constater un consensus sur l'aspect « guichet unique » des demandes des citoyens. Les contributeurs souhaitent un portail où l'information et les services offerts seraient accessibles afin de transiger avec l'administration publique.

Ce portail de citoyens unique, souhaité par tous, pourrait permettre à la fois l'accès à l'information, la consommation de services en ligne le partage d'idées ou le vote dans le cadre d'une consultation citoyenne. L'accès au portail devrait se faire avec un identifiant unique pour l'ensemble des services gouvernementaux. Les participants soulignent l'importance des technologies libres pour conserver le contrôle sur les solutions technologiques utilisées, éviter une dépendance à l'endroit des grands éditeurs de logiciels et permettre à plusieurs sources d'expertise de participer à leur amélioration. Diverses contributions soulignent également l'importance d'offrir des données analysables pour qu'elles soient mises à profit par les entreprises et les citoyens. L'importance de la fiabilité et du format exploitable des données est essentielle pour susciter l'intérêt d'une exploitation des données au bénéfice de tous. Plusieurs citoyens proposent finalement que le souci de transparence des dépenses publiques aille jusqu'à rendre disponible en ligne la répartition des dépenses par ministère, le détail des contrats et des salaires versés. Les participants rappellent l'importance de la sécurité de l'information et d'une protection contre la cybercriminalité et la surveillance, particulièrement à l'égard des renseignements personnels sensibles.

THÈME N° 4 – ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES NUMÉRIQUES

Les principaux sujets de discussion suscités par ce thème sont la littératie numérique, la formation de citoyens éthiques et critiques dans un monde numérique ainsi que le développement des compétences numériques des travailleurs. Relativement à l'initiation des élèves à la programmation informatique dès le primaire, 81 % des répondants la jugent très importante ou assez importante, contre seulement 19 % qui l'estiment peu ou pas importante. Ces réponses montrent clairement la prise de conscience des citoyens de la nécessité de développer dès le jeune âge des compétences numériques.

Plusieurs contributeurs soulignent l'importance des connaissances de base pour comprendre le numérique et notamment pour les enseignants et le personnel scolaire qui doivent transmettre un savoir de base. Le développement des contenus de formation devrait traiter d'innovation et comporter des approches thématiques, interdisciplinaires et par compétences dans l'optique d'une formation initiale et continue des enseignants et des professionnels du milieu de l'éducation. De nombreux participants suggèrent également que le système scolaire québécois doit mieux motiver les élèves et les apprenants à devenir des citoyens numériques éthiques et responsables. Pour ce faire, ils suggèrent de soutenir l'apprentissage des droits et responsabilités numériques en contextualisant l'évolution des usages. Diverses contributions soulignent finalement l'importance des mesures incluant tous les membres de la société dans cette adaptation aux technologies numériques et le partage des bénéfices économiques qui en découlent.

THÈME N° 5 – VILLES ET TERRITOIRES INTELLIGENTS

Les principaux sujets de discussion suscités par ce thème sont la mise d'outils numériques à la disposition des citoyens, l'inclusion de tous dans les villes et les territoires intelligents et le développement de la participation citoyenne à l'échelle locale. Concernant les principaux usages numériques souhaités par les participants, la communication d'information aux citoyens (36 %) et les services transactionnels en ligne (27 %) arrivent largement en tête des contributions. L'analyse sémantique démontrant une récurrence du mot « touriste » suggère que la ville intelligente ne doit pas seulement viser ses habitants, mais aussi l'amélioration de l'expérience pour les visiteurs.

Pour certains contributeurs, l'enjeu principal des villes intelligentes est la participation des citoyens au développement de leur municipalité. Cette participation peut être grandement facilitée par le numérique, qui pourrait alors agir pour sensibiliser les citoyens, les fédérer et permettre leur collaboration pour la réalisation de projets communs visant le progrès de la ville. Pour de nombreux contributeurs, la ville intelligente doit agir pour donner les outils nécessaires et permettre à ses habitants de réaliser des projets liés aux territoires au moyen du numérique. Cela passerait par la mise à disposition de technologies et de plateformes accessibles à tous telles que des ateliers collaboratifs (Fab Lab), qui permettent entre autres la création d'objets à partir du numérique, notamment par de l'impression 3D. Plus généralement, les contributeurs soulignent l'importance de favoriser l'innovation ouverte pour outiller les municipalités. Pour les participants, l'inclusion de tous les citoyens est essentielle à l'essor de la ville intelligente. Pour favoriser cette inclusion, les contributeurs proposent la création de groupes de soutien ayant pour but de former et d'intégrer au numérique les citoyens pouvant s'en sentir exclus.

THÈME N° 6 – SANTÉ ET NUMÉRIQUE

Les principaux thèmes et sujets de discussion suscités par cette thématique sont l'accessibilité à une offre de services en ligne, le partage sécuritaire de l'information sur la santé ainsi que les meilleures méthodes permettant de favoriser l'émergence de solutions innovantes. On note que les contributions des participants sont davantage orientées vers la résolution des problèmes du système actuel que vers des propositions d'amélioration des services. Une organisation suggère, entre autres, de miser sur les données ouvertes et les technologies numériques afin de pérenniser le système de santé. Un autre contributeur propose d'utiliser l'intelligence artificielle (Watson d'IBM) pour désengorger le système de santé.

Plusieurs contributeurs soulignent l'importance d'offrir des services en ligne unifiés, sécurisés et accessibles à l'ensemble des citoyens. Ces services devraient être offerts par l'entremise d'un dossier numérique patient unifié valide dans l'ensemble des institutions de santé. Ces services pourraient permettre la communication et l'échange d'information entre les patients et les professionnels de la santé, faciliter la prise de rendez-vous et alléger la gestion du temps d'attente en clinique. Les services en ligne devraient respecter des normes d'accessibilité, être simples d'utilisation et faciliter l'accès aux soins pour des clientèles variées, sur l'ensemble du territoire québécois. De nombreux participants souhaitent également que les données soient mutualisées afin de faciliter la collaboration entre les professionnels et de contribuer à la cohérence de l'expérience que vivent les citoyens dans le système de santé. L'informatique analytique pourra permettre d'exploiter les mégadonnées, de développer de nouvelles solutions technologiques et d'optimiser les systèmes. Les participants soulèvent toutefois une forte inquiétude face aux enjeux de sécurité des données privées et soulignent l'importance d'encadrer l'utilisation des données pour protéger les citoyens du point de vue législatif. Les contributeurs mentionnent la pertinence d'ouvrir le dialogue avec les citoyens dans la mise en place de ces politiques d'utilisation des données.

Les participants voient d'un regard positif le partage d'expertise et d'information entre les professionnels et divers acteurs du milieu de la santé. Ils considèrent que les connaissances créées au sein des organisations de la santé devraient être perçues comme un bien collectif appartenant à tous et que leur mutualisation pourrait apporter de la valeur et des bénéfices en termes de collaboration, de coordination et de partage de bonnes pratiques. Ils suggèrent également qu'une forme de gouvernance et d'encadrement soit mise en place pour faciliter cette mise en commun des connaissances et permettre de les diffuser d'une façon qui soit à la fois ouverte et bien encadrée.

THÈME N° 7 – CULTURE ET NUMÉRIQUE

Les principaux sujets de discussion suscités par ce thème sont la conservation et la promotion du patrimoine culturel québécois, l'utilisation des métadonnées afin d'augmenter la découvrabilité des contenus numériques québécois et la mise de l'avant des productions culturelles québécoises au-delà des plateformes de diffusion numérique. Plusieurs propositions ont été faites par les participants, dont favoriser les regroupements d'organismes culturels afin de créer des masses critiques et soutenir financièrement les organismes pour la mise en valeur, la mise en ligne et la promotion de l'offre numérique. Dans l'optique de faciliter la découvrabilité des contenus, il est recommandé à l'État de guider la mise en place de métadonnées structurées et cohérentes. Il est aussi suggéré de renouveler les lois concernant la visibilité des contenus francophones à la radio, au cinéma et dans les événements culturels.

Plusieurs contributeurs soulignent l'importance de numériser nos patrimoines culturels, récents comme anciens, afin d'en faciliter l'accès et la diffusion tout en assurant leur pérennité. Également, certains partages suggèrent la mise en place d'incitatifs pour que le patrimoine faisant partie du domaine public soit accessible. Les participants soulignent en outre l'importance de la découvrabilité des contenus québécois dans un univers numérique mondialisé où les contenus sont en concurrence pour un auditoire. L'accessibilité des contenus québécois en ligne et les métadonnées permettant de les repérer sont essentielles pour promouvoir les créateurs d'ici. Finalement, diverses contributeurs rappellent que les organismes culturels québécois, notamment les musées, possèdent une grande capacité de création et d'innovation. Les contenus culturels n'étant évidemment pas tous numériques, il existe tout de même de nouvelles façons d'y accéder ou de les valoriser qui pourraient être imaginées grâce par exemple à la réalité virtuelle.

CONTRIBUTIONS FAITES SUR LA PAGE D'ACCUEIL

TABLEAU DÉTAILLÉ DES PARTICIPATIONS PAR THÈME

La page d'accueil de la plateforme a recueilli un total de 401 contributions libres, dont 307 contributions initiales et 94 commentaires associés. Les contributions sont distribuées de la façon suivante :

Contributions par thème	
Infrastructures numériques	53 contributions, dont 15 commentaires
Développement économique et usages innovants du numérique	78 contributions, dont 18 commentaires
Administration publique efficiente et transparente	75 contributions, dont 13 commentaires
Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences numériques	74 contributions, dont 26 commentaires
Villes et territoires Intelligents	5 contributions, aucun commentaire
Santé et numérique	13 contributions, dont 2 commentaires
Culture et numérique	6 contributions, aucun commentaire
Contributions générales non associées à un thème	97 contributions, dont 20 commentaires

Pour prendre connaissance des commentaires liés spécifiquement à l'un ou l'autre des sept thèmes, veuillez consulter les bilans correspondants. Les contributions générales sont quant à elles indiquées ci-dessous. Les contributions initiales sont indiquées en priorité et, lorsqu'un commentaire a été publié sur une question, il est affiché juste en dessous avec la mention « **Réponse** : ». À droite sont notés l'identifiant de l'auteur et la date de publication.

Les commentaires du gestionnaire de communauté apparaissent dans les cases grisées.

Contribution	Auteur	Date
La zone d'influence première du gouvernement est dans sa propre prestation de service aux citoyens. Il doit d'abord faire la démonstration lui-même de l'intégration du numérique dans ses interactions. Simplifions les transactions courantes. Arrêtez de ralentir les citoyens avant de penser les aider.	75	2016-07-01
Nous avons proposé 8 grands thèmes au gouvernement du Québec aux pages 7-8 de notre document de recommandations «Donner la priorité au logiciel libre» (oct. 2015) : https://facil.qc.ca/files/facil-recommandations-strategie-gouv-ti-oct-2015.pdf	64	2016-07-01
Le numérique d'un point de vue économique ne fonctionne pas en mode « silos ». C'est tout simplement contre nature. Il faut le penser sociétal, comme un ensemble et non comme une somme de choses. Difficile à appréhender alors que depuis des années la politique raisonne à l'inverse, mais essentiel.	89	2016-07-01

Un concept fort qu'il vaut la peine d'employer pour le bien de la discussion publique est celui de « transition numérique ». Une transition implique un processus, un point de départ, un point d'arrivée, un trajet. La transition peut être lente ou rapide, en douceur ou chaotique, maîtrisée ou subie, etc.	64	2016-07-01
Il y a le numérique que nous subissons, qui ne respecte pas l'humain, sa dignité, ses droits, ses libertés, ses intérêts, etc., et il y a l'autre numérique, celui qui est libre et ouvert, qui nous émancipe et nous enrichit. Nous sommes pour le deuxième. :-) http://www.notreavenirnumerique.net	64	2016-07-01
Toutes les industries sont actuellement transformées et ceux qui restent sont souvent les nouveaux joueurs, agiles, qui utilisent le numérique de manière holistique. On est loin d'être rendu là avec l'État. Il faudrait aussi arrêter d'avoir peur d'essayer et encourager les nouvelles idées.	96	2016-07-01
La Concertation nationale sur le numérique et le débat sur le projet de loi pour une République numérique (France) ont fait ressortir une tendance de fond en faveur a) du logiciel libre, b) des communs numériques et c) d'un Internet neutre et décentralisé. Quelle sera la tendance de fond au Québec?	64	2016-07-01
C'est une bonne initiative de susciter la participation. Mais celle-ci pourrait être améliorée grâce à: - une courte description des énoncés et grands thèmes, pour réduire le « bruit » des mauvaises compréhensions; - l'affichage des résultats de vote. Ceci, dès les débuts de la plateforme.	99	2016-07-01
Il faudrait donner des exemples de ce qui entre dans les thèmes proposés selon le gouvernement. C'est ce que nous avons fait dans nos propositions aux pages 7-8 de https://facil.qc.ca/files/facil-recommandations-strategie-gouv-ti-oct-2015.pdf	64	2016-07-01
Il faudrait clarifier que l'espace des contributions c'est bien pour « définir les thèmes sur lesquels porteront les échanges à partir de la rentrée [...] » car il y a déjà des personnes qui ont publié des idées pour la Stratégie numérique du Québec elle-même... ou bien c'est moi qui ne comprend pas?	64	2016-07-01
Seulement 300 caractères et deux questions à choix de réponses? C'est ce que vous appelez une concertation nationale sur un enjeu aussi important? Appeler ce site « une plateforme de collaboration » est ridicule. Un peu de sérieux svp!	31	2016-07-02
Une Stratégie numérique englobe l'ensemble de la sphère d'activités, ne prioriser que trois secteurs en dit long sur le sérieux du gouvernement. Si le passé est garant de l'avenir...	26	2016-07-03
Étant donné qu'une forte part des pays industrialisés se sont déjà positionnés sur le sujet, il serait opportun de présenter une analyse comparative des stratégies/politiques dans le monde (portée, processus), les forces, faiblesses, menaces et opportunités pour le Québec et les enjeux et tendances.		2016-07-04
Dans le but d'encourager la participation citoyenne et les groupes d'intérêt, serait-il possible de proposer des événements publics (virtuel, régions, thèmes), de faire évoluer le site pour permettre de commenter une proposition principale et de ne pas limiter le nombre de caractères?		2016-07-04
Pourquoi limiter à « j'aime » les commentaires sur les contributions?		2016-07-04
« Le numérique, si vous ne pratiquez pas, vous ne comprenez pas » – Benoît Thieulin, ex-président du Conseil national du numérique, France. Il est plus facile d'adopter des nouvelles technologies que de penser autrement. Les nouveaux modèles de pensée font les nouveaux géants économiques.	50	2016-07-04

Ne serait-il pas plus productif d'inviter les citoyens à contribuer sur des thèmes spécifiques qui reflètent une réalité concrète (ex: la mort numérique, les données publiques, l'inclusion numérique, l'infrastructure numérique et/ou thèmes identifiés ci-dessus) plutôt que d'inviter des « réflexions »?	14	2016-07-04
La transformation numérique est systémique et non à la carte. C'est toute la différence entre une mise à jour et une reconfiguration du système.	50	2016-07-04
Où est le rapport Gauthier???		2016-07-05
Deux questions, c'est tout. Et là vous croyez connaître notre opinion: Première chose, avoir accès au numérique/Internet/station de travail, deuxième chose à prix abordable (comme en Europe ou en Afrique - casser les monopoles), troisième chose être capable/comprendre/savoir comment l'utiliser.	43	2016-07-05
L'Assemblée nationale vient d'adopter une loi qui prétend convertir l'accès Internet, intermédiaire neutre et ouvert, en instrument étatique de réglementation des contenus. Quel mauvais précédent en infrastructures numériques! Étape 1: abandonner cette tentative coûteuse, démodée et inefficace.	11	2016-07-05
Il faut une stratégie, une plateforme commune pour tous les services informatisés du gouvernement. Chaque organisme peut avoir ses propres systèmes physiques, mais tous basés sur une plateforme commune, interopérante. C'est la base par laquelle commencer pour ne pas avoir un tas de projets incohérents.	7	2016-07-05
20 ans dans l'industrie du numérique ici. J'ai participé à beaucoup de panels, discussions et rencontres. Le numérique est l'action d'entreprendre et observer des résultats qui transforment nos projets, nos organisations, notre économie et finalement notre société et usages. PS : ce n'est pas techno. Go!	36	2016-07-05
Encore beaucoup d'argent dans quelque chose qui n'en vaudra pas la peine! De surcroît, vous tentez de faire croire aux gens qu'ils ont un pouvoir décisionnel et qu'ils prennent part au débat avec un formulaire ridicule comportant 3 questions et des choix de réponse TRÈS généraux! Soupir...		2016-07-05
En attendant de savoir ce que seront les prochaines étapes du processus de cocréation, vous trouverez plusieurs éléments de réflexion sur les politiques relatives au numérique ici : https://facil.qc.ca/facil-participera-%C3%A0-la-cocr%C3%A9ation-de-la-strat%C3%A9gie-num%C3%A9rique-du-qu%C3%A9bec	64	2016-07-06
Les incroyables ratées du gouvernement dans le domaine (dossier santé, migration numérique, incapacité à profiter des logiciels ouverts) m'amènent à penser qu'il s'agit plus d'un autre <i>spin</i> que d'un véritable projet qui mènera ailleurs qu'au gaspillage de fonds. Apprenez donc à gérer des contrats...	51	2016-07-06
« On vient tout juste de mettre [en ligne] la plateforme très initiale qui va être rodée pendant l'été. À partir de septembre, on veut vraiment que toutes les fonctionnalités soient là pour que les gens puissent participer pleinement. » – Dominique Anglade, 6 juillet 2016. Yé! Vivement septembre!!! :-)	64	2016-07-06
300 caractères c'est vraiment trop court pour émettre une opinion bien formée et appuyée. Vous ne recevrez rien de qualité ici. C'est auto-saboteur comme approche. Vous pouvez lire ma contribution au débat ici: https://framaspHERE.org/posts/1854767	3	2016-07-06
Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que l'objectif est d'améliorer la démocratie. Cette initiative se veut un stimulant au développement de l'économie du Québec via les TI. Ne mélangez pas les budgets. Il faut stimuler les idées et applications nouvelles en priorité.	95	2016-07-07

« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que l'objectif est d'améliorer la démocratie. » - Toto Le Héros Le « gouvernement ouvert » est pourtant un des thèmes mis de l'avant par le gouvernement du Québec dans la présente démarche. Il n'est certainement pas moins important que les autres thèmes.	64	2016-07-07
@participant 64, ce n'est pas la première fois que le gouvernement est dans les patates. L'ouverture c'est un exercice récurrent, pas un <i>one-time shot</i> . Ce n'est pas avec un budget ponctuel que l'on atteint cet objectif. À chaque ministère de prévoir son budget en conséquence.	95	2016-07-07
Et avant que quelqu'un s'excite le poil des jambes que 288 millions pour stimuler l'innovation dans les TI c'est trop. Comptez combien d'argent nous allons dépenser en pure perte à Anticosti pour creuser des trous. Aussi bien embaucher du monde pour nettoyer les rues avec des brosses à dents.	95	2016-07-07
On veut des robots drone qui viennent nous livrer notre McDonalds!!	44	2016-07-07
Chez c-i-m.net nous avons lancé notre entreprise pour couvrir les zones rurales et cela fonctionne bien. Nous avons 300 clients dans la MRC de Matane. Ces clients ont accès à un Internet à 36 \$ par mois, même prix qu'en ville. Pour moi, ça, c'est du développement numérique.	97	2016-07-08
Merci pour vos contributions et vos solutions novatrices. Elles alimenteront les réflexions du gouvernement dans l'élaboration de la Stratégie numérique du Québec. Exprimez-vous, on vous écoute!	67	2016-07-08
Vision : devenir la première initiative numérique sociétale qui supporte les initiatives numériques qui contribuent à renforcer la proximité physique et intellectuelle de tous, afin que chacun puisse se dépasser, se révéler et s'épanouir, dans la vraie vie, ici au Québec et pas seulement sur Internet.	73	2016-07-08
Durant la première phase, qui se déroule tout l'été, la plateforme vise à définir globalement votre vision des enjeux du numérique et vos priorités. Que pensez-vous des visions proposées ci-dessus? Avez-vous des suggestions d'énoncés à soumettre?	67	2016-07-09
Vous devriez dès maintenant ajuster le tir et changer « Contributions. Partagez ici votre réflexion. » par « Contributions. Partagez ici vos réflexions sur les énoncés de vision et les grands thèmes proposés ci-dessus ». Ça aiderait à clarifier le but de la première phase qui se déroulera tout l'été.	64	2016-07-09
Suggestions d'énoncés : « Un Québec numérique libre et ouvert » + « La liberté et le partage au cœur de notre avenir numérique » / Suggestions de thèmes : « Droits et libertés face au numérique » + « (Biens) communs numériques » + « Numérique et avenir du travail » + « Égalité, justice sociale et numérique ».	64	2016-07-09
Mes questions sont des suggestions, vous n'avez pas à y répondre nécessairement. La consultation veut d'abord cibler les grands enjeux du numérique.	67	2016-07-11
Je trouve ça super de nous ouvrir cette boîte à idées! J'espère que les contributions vont vous inspirer! Et j'ai très hâte que nous puissions discuter et confronter nos visions du numérique!	85	2016-07-11
Nous ne serons pas « une société branchée » ou « une société ouverte sur le monde » ou « une société nouvelle qui embrasse le numérique » (énoncés de vision ci-haut) si nous bloquons systématiquement les plateformes de l'économie de partage (Airbnb, Uber). Soyons créatifs et trouvons de vraies solutions!	5	2016-07-07
@participant 5 : Airbnb et Uber ne font pas partie de l'économie du partage. Ce sont des entreprises privées qui offrent un service de courtage entre une offre et une demande. En rien ils ne partagent leurs ressources ou profits.	3	2016-07-11

Nous apprécions votre participation à la démarche et vous encourageons à continuer de contribuer. Nous avons besoin de vos idées !	67	2016-07-17
Une Stratégie numérique et durable pour la construction et l'entretien de notre patrimoine immobilier.	19	2016-07-18
Le Québec numérique: une prospérité collective, et pour cela : De mesures pour soutenir ceux qui travaillent à bâtir une industrie du numérique et pour encourager les initiatives qui sortent des chemins battus en interprétant l'avenir autrement que la continuation du passé.	78	2016-07-18
Le Québec, une société ouverte sur le monde.	77	2016-07-18
Vous avez été nombreux à contribuer à la plateforme hier. Merci de vos précieuses et riches contributions qui nous permettront de construire ensemble une Stratégie numérique correspondant aux attentes de la population québécoise !	67	2016-07-19
Le Québec avait une Stratégie numérique gagnante avec l'autoroute de l'information du ministère de la Culture, au tournant des années 2 000. Au lieu de la bonifier, on l'a confié à des ministères à vocation économique qui l'ont enterré pendant 14 ans. On doit faire mieux, en élargissant notre vision.	23	2016-07-22
Le numérique engendre dans son sillage : Dématérialisation, désintermédiation et déréglementation. Soyons conscients des impacts et patients face au changement. La valeur intrinsèque de ce nouveau modèle s'imposera d'elle-même.	22	2016-07-22
Si on veut avoir de la vision, il faut d'abord comprendre les enjeux du numérique. Le numérique, c'est principalement de la communication et au cœur de la communication se trouve l'identité des personnes et des objets. L'enjeu du numérique est donc celui de l'identité qui se trouve ainsi redéfinie.	23	2016-07-23
@Gestionnaire de communauté : FACIL traite de plusieurs des enjeux liés au logiciel libre dans ses publications (https://facil.qc.ca/publications). Le CNNum explique bien le rôle que l'État peut jouer par la commande publique dans une de ses fiches thématiques : http://cnnumerique.fr/pjlnumeriquefiches/	64	2016-07-26
Proposition d'énoncé pour une vision en complément de celles proposées: Le Québec, un laboratoire de la transformation numérique, à ciel ouvert	72	2016-08-15
FACIL vient de déposer un mémoire sur le renouveau de la politique culturelle du Québec > https://frama.link/ArXAhyxU #CultureLibre #SavoirLibre #DomainePublic #CommunsNumériques #LibreAccès #DonnéesLibres #CreativeCommons #PatrimoineNumériqueLibre #WebSémantique #ArchivesOuvertes #ScienceOuverte	114	2016-08-20
La stratégie de consultation initiée par le gouvernement du Québec devrait prendre en compte le travail important fait en France ces dernières années par le Conseil National du Numérique (publication notamment de nombreux rapports percutants et réalisation d'une opération de consultation populaire).	117	2016-08-22
Réponse : La Concertation nationale sur le numérique et le débat sur le projet de loi pour une République numérique (France) ont fait ressortir une tendance de fond en faveur a) du logiciel libre, b) des communs numériques et c) d'un Internet neutre et décentralisé. Quelle sera la tendance au Québec?	114	2016-08-22
Réponse : Le travail fait par la France est important et a été une source d'inspiration dans la mise en place de la démarche de consultation pour la Stratégie numérique du Québec.	109	2016-08-24
Réponse : Ça reste à démontrer pour la « consultation »... Nous avons hâte de voir! :-) Pour ce qui est des « rapports percutants », il n'y a RIEN de comparable au CNNum au Québec ou au Canada. C'est notamment pourquoi FACIL a recommandé au gouvernement la mise sur pied d'un Conseil supérieur du numérique.	114	2016-08-25

Réponse : de même que ceux au Royaume-Uni, notamment par l'organisme Nesta.	235	2016-09-15
29 août, 23h. On commence quand? Les vacances sont terminées. L'horloge numérique tourne. Et nous, nous sommes prêts. Collaborons - Échangeons - Avançons. Nous partons à 30 entreprises dans une mission commerciale économie digitale à Paris et Lille en septembre. Au retour, faut que ça bouge!	130	2016-08-29
Réponse : Bonjour participant 130 1/2 Déjà une première thématique lancée avec succès la semaine dernière sur un total de 7 thématiques. À la cadence d'une nouvelle par semaine. Demain, se lance la thématique 2- Développement économique et usages innovants du numérique.	149	2016-09-19
Réponse : [...] 2/2 Merci de nous partager ici sur la plateforme « Objectif numérique » vos apprentissages suite à la mission commerciale économie digitale à Paris. Oui, Collaborons - Échangeons – Avançons!	149	2016-09-19
Cette consultation n'a pas la légitimité de fixer des finalités ou des orientations à l'outil qu'est le numérique. C'est à l'Assemblée nationale de le faire. Une fois que vous aurez posé les buts, on pourra discuter des meilleurs moyens pour y parvenir.	132	2016-08-30
Réponse : Il est évidemment légitime pour le gouvernement qui proposera la législation au Parlement de consulter d'abord les citoyen(ne)s. La #stratnumqc porte sur une diversité d'enjeux qui ne sont pas tous maîtrisés par les élu(e)s: l'expertise est dispersée dans la population et il faut la canaliser.	114	2016-09-01
Réponse : Bonjour participant 114 1/2 La plateforme de consultation « Objectif numérique » cristallise aussi bien les thèmes, les enjeux, les besoins, les moyens que proposent les citoyens dans une démarche de cocréation de la Stratégie numérique.	149	2016-09-19
Réponse : [...] 2/2 L'approche est novatrice, le gouvernement est en mode écoute pour intégrer les avis des diverses parties prenantes afin d'arriver avec des propositions concrètes	149	2016-09-19
Plusieurs activités utiles à la réflexion sur la #StratNumQc dans le cadre de la Semaine québécoise de l'informatique libre (SQIL) 2016, du 17 au 25 septembre! > https://facil.qc.ca/sqil2016-calendrier #sqil2016 #bienscommuns #logiciellibre #matériellibre #savoirlibre #culturelibre	114	2016-09-01
Réponse : Bonjour participant 114 La SQIL est donc déjà lancée. Merci de nous partager ici sur la plateforme « Objectif numérique » les apprentissages de ces activités en lien avec les thèmes que tu mentionnes être utiles à la réflexion #StratNumQc.	149	2016-09-19
Vous pouvez maintenant déposer des documents dans vos contributions afin de préciser vos idées ou celles que vous avez soumises précédemment. Merci de vous engager dans ce processus de cocréation!	109	2016-09-13
Réponse : Ce serait aussi intéressant que les profils permettent de savoir qui est qui. Un démarcheur logiciel? Un lobbyiste? un chercheur universitaire? Un homme d'affaires? Un élu? Un acteur de l'économie sociale?	235	2016-09-15
Réponse : Comment enrichir l'espace documentaire?	385	2016-10-22
À tous, je m'engage à lire vos commentaires et à prendre part aux échanges. Qu'en est-il de vous?	159	2016-09-13
Réponse : Je m'engage aussi à lire vos commentaires et à continuer de prendre part aux échanges. ;-)	114	2016-09-13
Réponse : La réussite des processus d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan numérique québécois exige la participation et l'engagement de la totalité des acteurs sociaux, des secteurs d'activités, des segments de la population et des régions concernées. Le comité conseil devrait le refléter.	387	2016-10-22

Le CEFRIO accompagne les organisations et les entreprises dans la transformation de leurs processus et pratiques d'affaires par l'utilisation puis l'appropriation du numérique. À consulter! http://www.cefrio.qc.ca/	177	2016-09-13
Réponse : Bonjour participant 177 Merci du partage, y a-t-il des éléments concrets en lien avec les thématiques lancées? La 1ère thématique, « Infrastructures numériques », est déjà lancée. Demain, lancement de la 2 ^{ème} , « Développement économique et usages innovants du numérique ».	149	2016-09-19
Pourrait-on avoir plus de 300 caractères dans les commentaires? On peut difficilement expliquer ou imager nos idées avec si peu de caractères.	340	2016-10-11
On devrait regarder du côté de la Stratégie numérique de la France. Pas mal plus ambitieux. Ils semblent avoir compris que c'est l'avenir de la communication de l'État avec les citoyens et ils s'en donnent les moyens. Toute la France aura la fibre optique pour 2022. Toute!	340	2016-10-14
Économie numérique 3/4 Nous sommes mal équipés pour comprendre et réagir rapidement aux changements en cours. Nous passons du Web des documents au Web des données. Nous risquons d'être mis hors-jeu par des joueurs qui participent à l'élaboration des règles, alors que nous en restons aux outils.	430	2016-10-28
Réponse : Merci participante 430 pour votre message. Selon vous, comment allez au-delà des outils?	149	2016-11-08
Pas sûr que le Québec numérique peut être présenté comme une prospérité collective — du moins pour le moment. Je pense qu'il serait préférable de le présenter comme une condition indispensable à l'épanouissement de la nation québécoise — et donc de toutes les actions de son gouvernement.	580	2016-11-17
Le monde actuel reste en pleine transition technologique. L'évolution est si rapide qu'il est difficile d'en percevoir l'issue. Oublions le présent dans le choix des stratégies. C'est dans le monde futur que le Québec doit se positionner et nos succès dépendent de nos talents en prospective.	662	2016-11-30
Moi, j'aimerais par cette stratégie rêver! Pouvoir être fier de dire à mes petits-enfants que 2017 fût une année historique et marquante pour le Québec et les TIC. Dire que c'est à ce moment où le numérique a pris son envol à grande vitesse sur la scène internationale. Et vous, quel est votre rêve?	727	2016-12-12
Déposez vos mémoires ou documents de réflexion en vous rendant dans la zone des contributions du thème choisi du menu de gauche. Si votre sujet est d'ordre général ou n'est pas en lien avec l'un des thèmes, veuillez contribuer ci-dessous.	109	2016-12-14
Réponse : Merci pour vos contributions. La consultation en ligne se poursuit jusqu'au 28 février, nous sommes présentement en tournée à travers le Québec pour récolter vos commentaires citoyens. www.economie.gouv.qc.ca/objectifs/ameliorer/strategie-numerique/page/consultations-22289/?no_cac	149	2017-02-13
Après plusieurs échecs durant le sondage, je me demande si les autres utilisateurs ont eu les mêmes déboires. Je ne serais pas étonné que plusieurs aient abandonné en cours de parcours considérant les difficultés techniques à énoncer son opinion. Dommage.	914	2017-02-27
Réponse : Effectivement la plateforme est particulière.	811	2017-02-27
Le Réseau Trans-tech partage ici son mémoire, faisant état de l'importance et de la nécessité d'un accompagnement adéquat pour assurer l'adaptation de toutes les sphères de la société: Vers la 4e révolution industrielle - Bien accompagner pour une adaptation globale, rapide et pérenne. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Reseau_Trans-tech_memoire_Strategie_numerique_zXpaN0z.pdf	941	2017-02-28

Bonjour, Veuillez trouver ci-joint le mémoire du SCFP-Québec dans le cadre de la consultation sur la modernisation de la Stratégie numérique du Québec. Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/170228 - SCFP Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_FINAL.pdf	953	2017-02-28
---	-----	------------

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MÉMOIRES REÇUS

Plusieurs personnes et organisations ont déposé des mémoires sur la plateforme de collaboration. Plus de 660 pages de contenus ont été partagées dans 30 mémoires distincts. Le tableau récapitulatif ci-après résume brièvement chacun des textes soumis. À noter que certains mémoires ont été envoyés directement au Ministère et pourraient ne pas avoir été comptabilisés dans ce nombre. Ces derniers ne sont donc pas disponibles sur la plateforme de collaboration.

Provenance	Thème	N ^{bre} de pages	Résumé des propositions
ADISQ	Culture	72	<p>L'industrie québécoise de la musique se trouve actuellement à un point de bascule. Il est urgent d'agir pour que cette dernière soit en mesure de demeurer compétitive et rentable dans un univers décroissant où les rapports de force sont, jusqu'à maintenant, complètement déséquilibrés. Le soutien requis tourne autour de deux grands axes : l'optimisation de la performance des entreprises du secteur, et la mise en valeur des contenus et des artistes sur toutes les plateformes.</p> <p>– Le premier axe en appelle à un investissement de 6 M\$ par année, répartis de la façon suivante : 4 millions pour accroître l'accès des entreprises à une main-d'œuvre spécialisée de qualité et 2 millions pour leur permettre d'augmenter la présence de nos artistes sur tout le territoire du Québec.</p> <p>– Le second axe exige un investissement de 1,5 M\$ par année, répartis de la façon suivante : 1 M\$ pour la réalisation de matériel favorisant la visibilité de nos artistes et 0,5 M\$ pour des opérations de promotion collective.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/ADISQ_objectif_numerique_2017.pdf</p>

Alliance Santé Québec	Santé	2	<p>Mise en place de la plateforme collaborative de recherche et d'intervention en santé durable. Le gouvernement du Québec devra faciliter et décentraliser l'accès aux différentes données émanant de différentes sources en misant sur des approches interdisciplinaires et transdisciplinaires afin que l'utilisation de ces données serve à faire avancer les connaissances [...]. Le gouvernement du Québec doit considérer les données individuelles et populationnelles comme une ressource naturelle précieuse qu'il importe de préserver.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Proposition_Sant%C3%A9_et_num%C3%A9rique_-_Alliance_sant%C3%A9_Qu%C3%A9bec.pdf</p>
Alliance numérique	<p>Développement économique et usages innovants</p> <p>Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences</p>	13	<p>l'Alliance numérique croit qu'il nous faut miser sur quatre leviers économiques qui permettront de positionner avantageusement le Québec sur un horizon de moyen et long terme, et ainsi de pérenniser les avantages qui y sont associés. Ces quatre leviers sont : le financement des entreprises, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée, la convergence des différents secteurs du divertissement numérique ainsi que le développement de propriétés intellectuelles québécoises.</p> <p>Recommandation n° 1 : Maintenir un environnement fiscal compétitif et prévisible, notamment en conservant le crédit d'impôt pour la production de titres multimédias (CTMM) au taux de 37,5 %. Recommandation n° 2 : Modifier le tronc commun en éducation afin de bonifier l'apprentissage des sciences et de la technologie, et favoriser l'orientation d'un plus grand nombre d'étudiants vers ce type de programme. Recommandation n° 3 : Organiser une rencontre au sommet de représentants d'entreprises des différents secteurs du divertissement numérique (jeux vidéo et audio, RV, RA) afin de favoriser une plus grande convergence. Recommandation n° 4 : Favoriser le développement de propriétés intellectuelles québécoises afin de pérenniser les sources de revenus de nos entreprises, et de créer une « économie de propriétaires » au sein de notre carrefour du divertissement numérique.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Alliance_Numerique_-_Strategie_MB3.pdf</p>
Association des agences de communication créative	Développement économique et usages innovants du numérique	14	<p>En cette ère numérique où la mondialisation de la culture, des contenus et des communications est en plein essor, les frontières entre la culture, le commerce et le marketing s'amenuisent. Le Québec doit mobiliser tous les intervenants afin de les amener à collaborer et créer un écosystème fort dans l'objectif de demeurer pertinent, d'évoluer et de tirer le maximum de ces nouvelles occasions qu'offrent les nouvelles technologies. L'association demande au gouvernement des mesures fiscales mieux adaptées à la réalité des agences d'aujourd'hui et la mise en place d'un écosystème propice à leur croissance permettant de retenir et d'attirer les meilleurs talents.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Memoire_A2C_Strategie_Numerique_Qc_2017_VF.pdf</p>

Association des professionnels de l'édition musicale (APEM)	Culture	6	L'association propose entre autres de se doter d'une politique des métadonnées culturelles, de mieux financer la recherche et les nouvelles initiatives numériques, de faire contribuer les fournisseurs d'accès Internet, et de faire pression sur le gouvernement fédéral, responsable du CRTC. http://media.wix.com/ugd/8c86c9_4f025b81dff243ebb40aa67917e079c7.pdf
Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)	Culture	28 18	L'ANEL propose deux mémoires déposés au ministère de la Culture et des Communications lors du renouvellement de la politique culturelle du Québec et à Patrimoine Canada lors des consultations sur le contenu canadien dans un monde numérique. Pour l'ANEL, l'enjeu des métadonnées est fondamental pour assurer une meilleure visibilité des livres québécois sur Internet et pour mieux comprendre les habitudes de lecteur des Québécois. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Lindustrie_du_livre_%C3%A0_l%C3%A8re_num%C3%A9rique_M%C3%A9moire_de_lANEL_PCH_2016.pdf https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_Renouvellement_politique_culturelle_29_avril_2016_eFKfkJp.pdf
Association pour la promotion des services documentaires scolaires (APSDS)	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	7	L'APSDS croit que les bibliothèques scolaires sont un moteur d'inclusion numérique. Le temps est arrivé de transformer les bibliothèques en carrefours d'apprentissage qui permettront aux élèves québécois d'apprendre, dès leur plus jeune âge, à devenir créatif pour participer pleinement à l'essor d'une société numérique dynamique et innovante. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_APSDS_-_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_2017.pdf
Association québécoise de la production médiatique (AQPM)	Culture	30	L'AQPM revendique plusieurs choses dont, entre autres, que le gouvernement verse une somme annuelle supplémentaire de 2 M\$ annuellement à Télé-Québec pour produire plus de contenu, de reconnaître l'importance de l'Observatoire de la culture et des communications, de soutenir la production audio-visuelle dans les écoles, de favoriser l'accroissement de la main-d'œuvre dans le secteur de l'animation et des effets visuels et de favoriser la concertation interministérielle. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/AQPM-MemoireStrategieNumeriqueDuQuebecMESI_28_fevrier_2017.pdf

Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	15	<p>L'Association québécoise des cadres scolaires est d'avis que le Québec ne peut emprunter la « voie numérique » sans que son réseau de l'éducation en devienne l'un des principaux chantiers. L'intégration du numérique dans le réseau scolaire suppose d'abord de disposer d'infrastructures, d'appareils, de logiciels, d'applications et d'enseignants maîtrisant l'enseignement assisté par les technologies de l'information et de la communication. Recommandations : 1) Que le gouvernement assume le leadership en matière de numérique en adoptant une vision à long terme ainsi que des politiques s'y rattachant. (2) Que la Stratégie prévoie la formation des enseignants actifs et des futurs enseignants afin de les rendre aptes à exploiter le plein potentiel des technologies et de la pensée numériques dans leur enseignement. (3) Que le MEES offre un financement supplémentaire pour l'ajout de ressources pour le soutien et la formation du personnel technique et du personnel enseignant des commissions scolaires. (4) Que les usagers actuels ainsi que ceux de demain soient formés sur l'importance d'adopter un comportement responsable dans l'utilisation des TIC, incluant la protection des données numériques. (5) Que la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD) ou l'organisme Formation Québec en réseau (FQR) soient mandatés pour structurer le développement d'une plateforme numérique et permettre à chaque commission scolaire de déployer une offre de services en ligne. (6) Que les commissions scolaires disposent des budgets nécessaires pour assurer le maintien et l'entretien des infrastructures et des outils technologiques mis en place et ceux à venir. (7) Que le MEES revoie le financement du numérique dans les commissions scolaires pour qu'elles puissent planifier à long terme. (8) Que le gouvernement se montre équitable pour éviter un déphasage entre les réseaux public et privé d'éducation.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>
Association Science et bien commun	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	5	<p>Le mémoire s'inscrit dans la logique des propositions formulées dans le livre « Pour une politique scientifique au service du bien commun (Éditions science et bien commun, 2015) ». Il insiste sur deux thèmes : l'importance de généraliser le libre accès aux publications et aux données scientifiques et la nécessité du passage aux logiciels libres dans les universités québécoises.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/MEMOIRE_ASBC_-_strategie_numerique.pdf</p>

CEFRIO	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences Administration publique Santé	11	Le CEFRIO formule quatre propositions concrètes misant sur le numérique et la transformation des pratiques professionnelles pour améliorer l'offre de services publics. (1) Augmenter l'utilisation du numérique par les professionnels du réseau scolaire afin qu'ils puissent donner plus de services aux élèves, à leurs enseignants ainsi qu'aux parents. (2) Lancer une nouvelle vague d'initiatives innovantes en éducation visant la transformation des pratiques des enseignants. (3) Adopter des mesures pour offrir plus de services aux citoyens par le numérique et ainsi optimiser l'utilisation de ses ressources (4) Permettre de déployer des approches en santé où le patient et ses proches jouent un rôle plus actif dans la gestion de leur santé et où il y a une optimisation des pratiques professionnelles et des processus de collaboration grâce au numérique. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Recommandations_CEFRIO_Strategie_numerique_Qubec_-_transformer_les_pratiques_par_le_nlw641C.pdf
Centech	Développement économique et usages innovants	4	Les propositions de Centech sont : (1) Créer et privilégier des pôles d'entreprises en démarrage dans certaines régions du Québec; (2) Mettre en place des incitatifs financiers afin de stimuler l'acquisition de produits ou de solutions d'entreprises en démarrage crédibles et reconnues; (3) Établir un réseau de représentants natifs de villes stratégiques du monde pour faciliter le démarchage de clients et d'investisseurs pour les entreprises en démarrage du Québec à l'échelle internationale; (4) Moderniser les règles des programmes gouvernementaux pour le soutien à l'exportation de produits et de solutions technologiques novateurs développés par les jeunes entreprises québécoises; (5) Créer d'importants fonds d'amorçage et d'investissement pour soutenir les entreprises en démarrage qui fabriquent des objets technologiques manufacturiers et innovants. https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Mmoire_strategie_INNOVATIONv6.pdf

Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Développement économique et usages innovants Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	14	<p>Pour être en mesure de tirer notre épingle du jeu dans cette nouvelle réalité économique, les entreprises du Québec doivent pouvoir miser sur des leviers adéquats. La Chambre est d'avis que la future Stratégie numérique doit avoir pour objectif de mettre en place les bases nécessaires au développement de ces leviers : (1) Mettre en place un environnement d'affaires pour que nos entreprises puissent « démarrer et croître en numérique »; (2) Augmenter le taux de diplomation et le niveau général de littératie numérique; (3) Maximiser les résultats en misant sur des créneaux d'excellence du numérique.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/CHAMBRE_DE_COMMERCE_DU_MONTR%C3%89AL_M%C3%89TROPOLITAIN_M%C3%A9moire_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_du_Qu%C3%A9bec.pdf</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/CCMM_Consultation_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_du_Qu%C3%A9bec_Sant%C3%A9_maj_Z701.pdf</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/CCMM_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_du_Qu%C3%A9bec_Culture.pdf</p>
Chantier de l'économie sociale	Développement économique et usages innovants	8	<p>Outre un meilleur financement des entreprises d'économie sociale, les principales recommandations sont les suivantes : (1) Assurer l'accès à Internet à toutes les communautés et territoires au Québec à un coût abordable; (2) Soutenir les échanges et la concertation des groupes ou organisations participant au développement des « communs » en matière de logiciels ouverts et libres. (3) Soutenir le réseautage entre les porteurs de projets numériques collectifs à l'international afin d'identifier et de mettre en place un cadre réglementaire efficace pour le développement de plateformes coopératives et d'autres outils numériques au service de communautés locales. (4) Mobiliser des acteurs de formation et d'accompagnement du monde des startups traditionnels dans la discussion autour de la gestion et des retombées des plateformes et outils numériques déployés au Québec.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique-Chantier_de_l%C3%A9conomie_sociale-final.pdf</p>
Cogeco	Infrastructures	11	<p>Cogeco croit fermement que l'extension des réseaux à large bande ouvrira des possibilités aux milieux d'affaires tout en offrant aux résidents de meilleurs outils pour communiquer avec les membres de leur famille et leurs proches. Nous estimons que la capacité du fournisseur de services Internet de construire une infrastructure capable de fournir de manière durable des vitesses de transfert toujours plus élevées et de s'adapter à la demande des utilisateurs finaux devrait être sérieusement prise en considération dans le processus décisionnel menant à l'attribution d'une subvention. Enfin, dans la mesure du possible, nous estimons que l'attribution de subventions devrait favoriser un environnement concurrentiel pour la fourniture de services à large bande dans les zones non desservies ou mal desservies.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>

Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	6	<p>La commission scolaire croit que l'utilisation pédagogique des outils et des technologies numériques peut favoriser la persévérance et la réussite des élèves. La disponibilité des équipements pour tous les élèves (un appareil par élève) est primordiale. Des outils d'accompagnement devront être rendus disponibles pour soutenir le développement de l'esprit critique et éthique chez les élèves.</p> <p>L'école doit s'assurer que les élèves développent une éthique numérique, un esprit critique, une méthodologie numérique, une culture de recherche et de curiosité numérique et une autonomie numérique.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Consultation_strategie_numerique_Qc_Commission_scolaire_Beauce-Etchemin.pdf</p>
Copibec	Culture	23	<p>Copibec recommande que le gouvernement du Québec réaffirme toute l'importance de l'apport des auteurs, des créateurs et de leurs éditeurs à l'économie nationale et à la société, et confirme leur droit à une juste rémunération pour l'utilisation de leur travail.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/COPIBEC-M%C3%A9moire_renouvellement_polique_culturelle_Qc_2016_5A69mgL.pdf</p>
Denis Boulanger	Tous les thèmes	5	<p>M. Denis Boulanger, Ph.D., œuvre dans le domaine de l'informatique et du traitement de l'information depuis plus de 30 ans. Il se positionne sur les différents thèmes de la consultation. Selon lui, l'élément clé d'une Stratégie numérique dans laquelle le gouvernement peut vraiment avoir une influence passe par la « nationalisation » des infrastructures de communication.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/MemoireDBoulanger_Final.pdf</p>
District3	Développement économique et usages innovants	4	<p>(1) Créer et privilégier des pôles d'innovation de la 4^e révolution industrielle dans certaines régions du Québec; (2) Stimuler la création d'outils multidisciplinaires de mise en œuvre des projets d'innovation; (3) Créer un programme d'incitatifs économiques qui favorise l'adoption anticipée de l'innovation de type 4^e révolution industrielle par les PME, les grandes entreprises et les différents ordres de gouvernement; (4) Établir un réseau de représentants locaux pour faciliter le démarchage de clients et d'investisseurs dans des villes stratégiques du globe.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>
FACIL	Administration publique ouverte et transparente	16	<p>FACIL propose 12 recommandations. Parmi celles-ci notons: (1) Mettre sur pied une enquête publique sur la gestion de l'informatique au sein de l'État; (2) Favoriser l'utilisation du logiciel libre, (3) Adopter des principes, une norme et un manuel pour la conception et le design des services publics numériques; (4) Instituer un Conseil supérieur du numérique; (5) Éduquer le public sur les modèles juridiques et économiques qui accordent plus de liberté au public dans le respect du droit d'auteur actuel; (6) Libérer les données et la documentation publique.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/memoire-strategie-numerique-du-quebec-2017.pdf</p>

FACiL, Communautaire, le Café des savoirs libres, OKFN Canada, OpenStreetMap Montréal, Wikimédia Canada, Fab Labs Québec, l'Association science et bien commun, Techno Culture Club, Procédurable, Percolab, OuiShare Québec, la Maison de l'innovation sociale, Remix biens communs, NordOuvert, LinuQ, Espaces temps, l'Adte, TIESS	Infrastructures Développement économique et usages innovants Administration publique Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences Villes et territoires intelligents Santé et numérique	4	<p>19 collectifs, entreprises et organismes sans but lucratif signataires présentent une déclaration commune affirmant l'urgence de remettre le numérique au service de l'humain, de ses capacités fondamentales et du bien commun afin d'améliorer la vie des gens et de soutenir une démocratie inclusive. Le numérique dominant est celui qui transparaît dans les discours et les actions des géants d'Internet qui exploitent nos données et des États qui invoquent la sécurité pour compromettre notre liberté, nos libertés. Ce numérique auquel nous aspirons est un commun, une ressource partagée par les communautés qui se mobilisent et s'organisent pour la produire, la créer, la protéger, la valoriser au bénéfice de toutes et de tous. Ce numérique existe et prospère. Cinq thèmes sont abordés : (1) La vie et la santé physique et mentale; (2) La culture et le savoir, la liberté d'expression, l'éducation au numérique, les communs de la connaissance, le domaine public; (3) Vivre et travailler en relation avec les autres; (4) Le contrôle sur son monde, participer aux choix politiques et économiques, protéger ses données personnelles, son autonomie et sa liberté; (5) L'environnement.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/DECLARATION_DES_COMMUNS_NUMERIQUE_27022017.pdf</p>
Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP-CSQ)	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	18	<p>Le numérique en éducation, ce n'est pas que l'introduction de nouvelles technologies, pas plus que le choix d'outils, de plateformes ou de logiciels ou que l'accès à Internet. Le numérique prend appui à l'école sur ses utilisatrices et utilisateurs, soit les personnes qui sont appelées à travailler avec ces outils. Ce n'est pas le personnel enseignant qui n'est pas du rendez-vous numérique, mais les conditions de mise en place pour en assurer une intégration réussie à l'école qui ne le sont pas. La pédagogie différenciée ne peut se traduire par une implantation de la pédagogie numérique mur à mur. Nous avons indiqué en introduction que les enjeux liés au numérique devraient être abordés sous trois volets :</p> <p>(1) Volet pédagogique; (2) Volet sur les conditions d'exercice et de travail dans lesquelles le personnel est appelé à encourager l'utilisation du numérique; (3) Volet référant aux politiques publiques et aux orientations gouvernementales qui serviront d'assise à la Stratégie numérique du Québec en éducation.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_-_FPEP_-_F%C3%A9vrier_2017.pdf</p>

Fédération nationale des communications (FNC)	Développement économique et usages innovants	11	<p>Aujourd'hui, la presse et les nouveaux médias cohabitent. Les grands journaux papier sont aussi les grands journaux en ligne, et la plupart des quotidiens payants voient leur lectorat se tourner vers le format numérique où les contenus sont en grande partie accessibles gratuitement. Ces déplacements de revenus ne se sont toutefois pas convertis de façon efficace en emplois. Par ailleurs, la gratuité de l'essentiel de l'information en ligne encourage le consommateur à abandonner les sources payantes d'information. De plus en plus, l'information se transmet « entre amis » sur les réseaux sociaux. La presse doit réinventer ses modèles économiques pour poursuivre sa mission d'information. Elle doit pouvoir prendre le train en marche alors que les possibilités offertes par le monde numérique n'en sont encore qu'à leurs premiers balbutiements. Sa survie en dépend. La presse s'engage dans ce virage avec enthousiasme, mais ses moyens sont trop modestes. La crise financière majeure qu'elle traverse ne lui permet pas de s'adapter adéquatement à ce nouvel environnement. Il appartient donc à l'État de l'aider à réussir cette transition en agissant sur les plans financiers et législatifs tout en lui assurant sa liberté d'expression ainsi que son indépendance politique et économique.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>
FutureEarth, École de technologie supérieure, CIRAIG	Villes et territoires Intelligents	3	<p>Une transition vers les territoires intelligents devrait se faire en ayant pour objectif d'améliorer la qualité de vie des résidents, notamment en s'adaptant aux changements climatiques tout en gardant une perspective de développement durable. Les TIC ont le potentiel d'atténuer considérablement les émissions de gaz à effet de serre grâce à une meilleure gestion des secteurs de l'énergie, du transport, de l'agriculture, du bâtiment, de l'industrie et des services. La vulnérabilité du Québec face aux changements climatiques et les sources potentielles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre au Québec doivent être clairement établies.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>

General Electric (GE)	Santé	25	<p>Pour stimuler l'avancement et l'adoption de la technologie numérique, le Québec devrait envisager une plateforme d'innovation ouverte qui permettrait non seulement l'archivage des données de santé (dossiers et images) et fournirait un accès à ces données, mais qui supporterait aussi la programmation d'applications et qui offrirait des services standard de technologies informatiques dans le domaine de la santé tels que la gestion de l'identité, de l'accès et du consentement. L'utilisation d'une solution numérique pour aider les patients et leur famille à gérer la transition de l'hôpital à la maison et qui permettrait de les relier à leurs équipes de soins de santé communautaires est de plus en plus répandue au Canada. Ce qui doit évoluer est une solide reconnaissance de la part du gouvernement au moyen d'incitations financières accrues. La numérisation du domaine de la santé permet de proposer maintenant un environnement hors pair pour favoriser l'émergence des données, de l'analytique et des protocoles factuels (<i>evidence-based protocols</i>) afin de prévoir et de prévenir les maladies et d'offrir des soins de santé de la manière la plus précise possible. La santé numérique signifie de passer des soins aux malades à la préservation du mieux-être, des « soins de santé individuels » à des « soins de santé collectifs », de la santé individuelle à la médecine populationnelle (<i>population health</i>).</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/QUEBEC_DIGITAL_HEALTHCARE_STRATEGY_GE.pdf</p>
Groupe de travail québécois sur les normes et standards en TI pour l'apprentissage, l'éducation et la formation	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	47	<p>Le groupe suggère entre autres : (1) une politique d'ouverture des données publiques, diffusées sous licences libres; (2) l'utilisation de formats et de solutions ouverts pour en favoriser la pérennité et l'interopérabilité ; (3) le recours à des normes établies pour la représentation et la diffusion des données ; (4) la mise en oeuvre et l'obligation, pour le secteur public, de diffuser ses informations selon les standards d'accessibilité définis par le gouvernement du Québec; (5) l'adoption de la recommandation de l'UNESCO favorisant la production et le partage de ressources éducatives libres; (6) la mise sur pied d'un portail citoyen à l'éducation et à la formation tout au long de la vie</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/perspective-utilisation-ti-vfinale.pdf</p>

<p>Guilde des développeurs de jeux vidéo indépendants du Québec</p>	<p>Développement économique et usages innovants</p> <p>Culture</p>	<p>30</p>	<p>L'industrie du jeu vidéo, au Québec comme ailleurs, représente, oui, un excellent potentiel de croissance et de développement économique, mais s'appuie aussi sur un processus créatif, des éléments de narration et une résonance émotionnelle qui vient rejoindre de près les autres industries culturelles. Axe 1 : Créer des contenus culturels numériques – (1) Le développement des compétences d'affaires des entrepreneurs; (2) Le soutien en capital aux studios en démarrage de plus petite taille; (3) L'importance de structurer les appuis à l'industrie afin de favoriser le développement de propriétés intellectuelles sous contrôle d'entreprises québécoises. Axe 2 : Innover pour s'adapter à la culture numérique – Pour espérer développer des politiques adéquates et aider notre secteur à atteindre son plein potentiel, l'approche du gouvernement devra selon nous parvenir à harmoniser innovation technique et innovation culturelle dans son approche vis-à-vis de l'industrie. Axe 3 : Diffuser des contenus culturels afin d'assurer leur accessibilité – Il est crucial que le gouvernement s'inspire de ce qui est fait ailleurs et qu'il s'outille afin de bien prendre le pouls du degré d'équité et d'ouverture qui prévaut sur les plateformes de distribution en ligne.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_Guilde_-_Plan_d'action_numerique_du_Qu%C3%A9bec_-_F%C3%A9v_2017.pdf</p>
<p>Observatoire de la culture et des communications du Québec</p>	<p>Culture</p>	<p>13</p>	<p>L'Observatoire demande au gouvernement de la doter des moyens suffisants pour remplir adéquatement son importante mission. Les enquêtes et statistiques publiques produites par l'Observatoire sont souvent la matière première de bien des études gouvernementales, d'associations et d'organismes privés, mais aussi des chercheurs et universitaires qui n'auraient souvent pas les moyens de produire ces statistiques. La situation financière de l'organisme est incertaine. Si elle n'est pas redressée rapidement, l'Observatoire devra envisager d'arrêter complètement des enquêtes qui offrent pourtant des données essentielles pour comprendre les nombreuses facettes des secteurs culturels québécois et qui guident ainsi les pouvoirs publics et les divers milieux concernés dans leurs interventions.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/M%C3%A9moire_-_Pr%C3%A9s_des_Comit%C3%A9s_consultatifs_OCCQ_2017-02-28_-_Strat%C3%A9gie_nu....pdf</p>
<p>Médicaments novateurs Canada</p>	<p>Santé</p>	<p>75</p>	<p>Le document est en lien plus particulièrement avec le secteur des sciences de la vie. En ce qui concerne le numérique, l'organisation demande de rendre les diverses données en milieu réel plus accessibles pour mieux les exploiter dans un objectif d'efficience, de qualité des soins et de recherche médicale.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>

Microsoft	<p>Infrastructures</p> <p>Développement économique et usages innovants</p> <p>Administration publique</p> <p>Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences</p> <p>Villes et territoires intelligents</p> <p>Santé</p>	225	<p>Aide aux législateurs quant aux approches possibles pour rendre Internet plus abordable et à haut débit. Les technologies alimentées par les données ont le potentiel de susciter une augmentation nette de l'innovation, des gains de productivité et de la croissance économique, particulièrement pour les PME. Les cadres juridiques régissant le respect de la vie privée devraient assurer une autonomie importante aux particuliers et imposer aux organisations une responsabilité en matière de protection et d'utilisation intégrée des données. Pour que les entreprises prospèrent dans l'économie numérique, les compétences de leurs employés devraient suivre le rythme des avancées technologiques. Les technologies infonuagiques jumelées à la restructuration de l'organisation, les employés peuvent travailler en équipes fonctionnelles, axés sur le résultat plutôt que le processus.</p> <p>Document reçu par la poste.</p>
PARC – Partage automatisé des ressources	<p>Infrastructures</p> <p>Développement économique et usages innovants</p> <p>Administration publique</p> <p>Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences</p> <p>Villes et territoires intelligents</p>	9	<p>Plateforme permettant de mettre en commun l'ensemble des équipements de recherche du Québec dans une optique de partage des équipements manufacturiers et des travailleurs de savoir. La standardisation des processus et des langages unifiés par l'utilisation d'outils automatisés du partage de ressources permettra de connecter les silos industriels et d'ainsi créer cette société plus innovante et compétitive à l'échelle mondiale. Afin de faciliter l'adoption de cette solution numérique innovante CERVOLab (MC), les intervenants proposent qu'un système de bons soit émis par le gouvernement du Québec par l'entremise duquel 50 % des frais d'utilisation d'un équipement requis dans le cadre d'un projet de recherche seraient assumés par le gouvernement.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>

Profweb	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences Santé	11	<p>Les approches pédagogiques, de même que les environnements et les modes d'apprentissage, évoluent. En fait, il est de moins en moins possible de dissocier la pédagogie des technologies qui la soutiennent. Le design pédagogique est souvent conditionné par les possibilités offertes par la technologie. Les six vœux de l'équipe de Profweb sont les suivants : (1) Que le goût d'apprendre soit un propulseur qui donne envie de découvrir, d'innover et d'approfondir, et ce, toute sa vie; (2) Que la Stratégie numérique permette au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de se doter d'une vision qui permette aux organismes, aux associations et aux autres acteurs clés du réseau collégial de poursuivre leur mission ou d'actualiser celle-ci au bénéfice des collèges; (3) Que les collèges se dotent d'une véritable culture de l'innovation qui tienne compte de la diversité des intérêts des enseignants et des intervenants pédagogiques ainsi que de la diversité des styles d'apprenants; (4) Que les enseignants puissent disposer des conditions organisationnelles et pédagogiques qui favorisent une intégration réussie des technologies numériques; (5) Que les étudiants puissent avoir accès aux ressources éducatives numériques en classe et dans les lieux favorisant l'apprentissage, comme les bibliothèques; (6) Que Profweb puisse contribuer à mettre en œuvre les orientations numériques en enseignement supérieur, et ce, en toute collaboration et synergie avec ses partenaires et collaborateurs.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Strategie-numerique_Profweb.pdf</p>
Regroupement des artisans de la musique (RAM)	Culture	11	<p>Le document explique les revendications du regroupement en 3 axes et 29 mesures liées au secteur musical, donc la découvrabilité, une meilleure rémunération des créateurs et la valorisation des contenus québécois.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/2017-02-14_RAM_Plateforme.pdf</p>
Regroupement des aveugles et des amblyopes du Québec (RAAQ)	Aucune	2	<p>Document envoyé par courriel concernant l'accessibilité de la plateforme de consultation citoyenne pour les personnes aveugles ou souffrant de troubles de vision.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>

Réseau Trans-Tech	<p>Infrastructures</p> <p>Développement économique et usages innovants</p> <p>Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences</p>	6	<p>Un des éléments qui explique la sous-productivité québécoise est le manque d'investissement stratégique en technologies numériques, qui permettrait une hausse importante de l'agilité manufacturière et l'entrée des manufacturiers québécois dans l'univers 4.0. De fait, la nécessité de se doter de réseaux de télécommunications fiables, performants et accessibles à l'ensemble du territoire québécois est devenue une question d'équité entre les citoyens et de respect du droit au plein épanouissement de tous. Il est essentiel de considérer que l'adaptation au numérique requiert des initiatives transversales, qui s'adressent à tous les secteurs, ainsi qu'à toutes les entreprises et organisations qui souhaitent améliorer leur chaîne de création de valeur. Le Réseau Trans-tech considère qu'il est essentiel que les personnes en emploi dans les entreprises et les organisations puissent avoir accès facilement à des formations visant l'acquisition de compétences numériques, et ce, dans toutes les régions du Québec, afin de faciliter le processus de transformation des entreprises et des organisations dans leur adaptation à la 4^e révolution industrielle.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Reseau_Trans-tech_memoire_Strategie_numerique_zXpaN0z.pdf</p>
Richard Boucher, spécialiste en architecture technologique, Revenu Québec; Rémy Lapointe, spécialiste en architecture technologique, SAAQ; Marc Langlais, spécialiste en architecture technologique, SAAQ; Burt Crépeault, spécialiste en architecture technologique, SAAQ.	Infrastructures	6	<p>Selon ces personnes, il est impératif d'ajuster le niveau sémantique de ce que l'on considère l'infrastructure numérique du Québec. La définition du thème « Infrastructures numériques » utilisée dans le cadre de la consultation est très spécifique et s'applique davantage à une infrastructure de télécommunications qu'à une infrastructure numérique. Cette dernière, plus large, englobe la première et plusieurs autres telles que les infrastructures de traitement, de stockage ou de sécurité. La portée de l'infrastructure numérique semble donc plus grande que celle qu'on lui attribue <i>de facto</i>. La définition générale d'infrastructure numérique pourrait être la suivante :</p> <p>« Ensemble des technologies et services communs sur lesquels reposent des applications ou services numériques de plus haut niveau. »</p> <p>D'autres éléments technologiques auraient tout intérêt à être considérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Un service national d'identité et d'accès qui assure avec un très haut degré de fiabilité que la personne ou l'entité qui consomme un service numérique est connue et autorisée à le faire. ● Un service national d'échanges numériques, qui permet la circulation sécuritaire et contrôlée de données entre les ministères et organismes, et entre le secteur public et le secteur privé. ● Une voûte de données sécurisées qui permet l'entreposage de renseignements sensibles et un contrôle d'accès strict. <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Sur_la_d%C3%A9finition_de_l'infrastructure_num%C3%A9rique.pdf</p>

Rogers	Infrastructures	17	<p>Dans le but d'alimenter de plus grands niveaux d'investissement dans les réseaux à large bande, les déductions pour amortissement de tous les investissements en télécommunications devraient être augmentées à 50 %, et l'amortissement accéléré devrait être introduit pour tous les équipements de télécommunications. Il est crucial que la prochaine génération d'avancées numériques soit accessible à, et utilisée par, tous les Québécois, sans égard à leur lieu de résidence ou leurs revenus. Le Québec doit devenir un chef de file des technologies sans fil 5G; il a besoin de réseaux généralisés à très haut débit (+1 GB), et les technologies doivent être accessibles et utilisables. Recommandations : (1) Accorder aux fournisseurs sans fil un meilleur accès aux bâtiments et aux infrastructures gouvernementaux et aux droits de passage publics. Faciliter une plus grande coopération de la part des municipalités pour l'implantation de sites de transmission radio sans fil. Mettre en place une tarification uniforme et transparente basée sur les baux dont font objet les édifices et les terrains publics. Cette tarification devrait être déterminée en fonction du marché et du taux annuel d'inflation. (2) Prévoir un mécanisme de consultation et de collaboration avec les entreprises de télécommunication dans la planification et la construction d'infrastructures par le gouvernement du Québec pour conserver les réseaux cellulaires stables et performants. (3) Améliorer l'accès à l'information concernant les installations de liaison exploitées par les distributeurs de services de télécommunication, les municipalités et les services publics. Améliorer la précision des données de cartographie géographique concernant la disponibilité d'Internet à large bande. Document reçu par courriel.</p>
SODRAC	Culture et numérique	9	<p>La propulsion de l'économie québécoise vers l'avenir numérique ne pourra pas se faire uniquement à partir d'innovations techniques et de développement de compétences : elle devra également comprendre des améliorations structurelles et réglementaires qui permettront un développement cohérent et sain, en repositionnant les créateurs au cœur de l'industrie culturelle. On peut aujourd'hui davantage parler d'artiste-entrepreneur : le créateur n'est plus obligé de transiger avec les acteurs traditionnels que sont les studios d'enregistrement, les agences de gérance, les maisons de disques, les associations professionnelles.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/SODRAC-memoire-MESI-Objectif_numerique.pdf</p>
Spectra	Culture	2	<p>Outre le rehaussement des crédits d'impôts liés au secteur culturel, Spectra demande entre autres au gouvernement de : (1) travailler de concert avec le Fédéral pour mettre en place un système de redevances visant les fournisseurs d'accès Internet afin que les créateurs de ces contenus touchent le fruit de leur travail; (2) élaborer un cadre réglementaire destiné à établir des seuils minimaux de contenu canadien ou québécois sur la page d'accueil des services d'écoute en continu; (3) créer des aides spécifiques ou des incitatifs fiscaux afin de favoriser le référencement des productions québécoises .</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Mini-m%C3%A9moire_Spectra_Musique_consultation_strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_du_Qu%C3%A9bec_AbRmk6s.pdf</p>

Syndicat canadien de la fonction publique	Santé Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences Culture	20	<p>En santé, les TIC doivent améliorer l'accessibilité et permettre à un plus grand nombre de personnes d'être traitées plus rapidement tout en donnant aux professionnels de la santé un meilleur accès à des dossiers médicaux plus complets. En éducation, il est primordial que cette transformation respecte le caractère équitable et universel du système éducatif et favorise l'instruction, la socialisation et la qualification des élèves. En culture, il existe plusieurs solutions pouvant être instaurées par le gouvernement du Québec afin de freiner une tendance lourde et encourager l'effervescence de la culture québécoise sur les nouvelles plateformes numériques.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/170228 - _SCFP_Strat%C3%A9gie_num%C3%A9rique_FINAL.pdf</p>
TACT	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	11	<p>Alors que les appareils sont plus faciles d'accès et d'usage répandu, le rôle de l'école concerne davantage les usages, incluant l'apprentissage de la programmation numérique intégrée ou pas à l'enseignement de diverses matières. Apprendre à programmer devient une attente sociale, et des écoles font la promotion de cette compétence avec notamment l'Heure de code et les ateliers collaboratifs (Fab Lab). Si l'on voit le passage au numérique comme incontournable pour le maintien, voire la croissance, de l'économie et de notre qualité de vie, nous soumettons nos attentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des mesures de protection des droits de la personne dans l'espace numérique. • Une réduction des examens de contrôle, le temps du moins que de nouvelles pratiques s'instaurent, tant chez le personnel enseignant que chez les élèves, et comme ce fut le cas durant la mise en place du programme PROTIC à la Commission scolaire des Découvreurs. • Du soutien juste à temps, tel que celui déployé dans le cas de l'initiative École (éloignée) en réseau (ÉER). • Des activités, des communautés et des réseaux de développement professionnel, orientés vers des utilisations avancées des technologies et ressources numériques, pour le personnel enseignant, les directions d'établissement, les intervenants professionnels, le personnel de soutien ou administratif ainsi que les cadres supérieurs. <p>http://cires.ulaval.ca/sites/cires/files/memoiretact_cocreationstrategienumeriquequebec.pdf</p>
Université de Montréal	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	7	<p>L'Université fait part de différents enjeux en lien avec la formation liée au numérique : (1) l'accessibilité à un système éducatif universel et équitable; (2) l'enseignement à l'aide des technologies numériques; (3) la formation au numérique et l'accès aux outils et aux ressources éducatives numériques; (4) l'adéquation entre la formation et l'emploi en TIC (5) le développement et la maîtrise des compétences numériques utiles à l'intégration et au maintien en emploi.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/2017-02-28-ConsultationStrat%C3%A9gieNum%C3%A9riqueMESI-UdeM.pdf</p>

Ville de Québec	<p>Culture</p> <p>Villes et territoires intelligents</p> <p>Développement économique et usages innovants du numérique</p>	18	<p>La Ville de Québec recommande entre autres de : (1) Stimuler la collaboration entre l'industrie numérique et le milieu des arts; (2) Mettre en place davantage d'incitatifs fiscaux dans le domaine numérique; (3) Optimiser la visibilité et la découverte des productions artistiques; (4) Soutenir le développement des compétences des artistes œuvrant dans les arts numériques à travers des programmes de formation et de mentorat; (5) Stimuler la recherche, l'expérimentation, l'incubation et la création d'œuvres inédites et d'avant-garde; (6) Créer des incubateurs de patrimoine numérique pour faciliter les coopérations et les partenariats; (7) Favoriser le maillage et le décloisonnement des pratiques; (8) Valoriser l'art public numérique éphémère et l'appropriation des espaces publics par les citoyens; (9) Rendre accessible la culture numérique aux citoyens en priorisant des œuvres de nature immersive, participative et interactive.</p> <p>Document reçu par courriel.</p>
Vitrine technologie et éducation	Éducation, enseignement supérieur et développement des compétences	3	<p>L'accessibilité à un système éducatif universel et équitable dans le contexte du passage au numérique, la question de l'accessibilité Web en fonction de handicaps ainsi que l'enseignement à l'aide des technologies numériques, la formation au numérique et l'accès aux outils et aux ressources éducatives numériques sont les principaux enjeux soulevés par l'organisme.</p> <p>https://numerique.economie.gouv.qc.ca/uploads/Vitrine_technologie-education.pdf</p>

atelya



economie.gouv.qc.ca

Économie, Science
et Innovation

Québec 